

Daniel Goldberg
Président de l'Uniopss

Décider enfin aujourd'hui, pour ne pas subir demain

© Françoise Stjepovic



Le gouvernement étant enfin au complet, il est temps de sortir d'une forme d'apesanteur politique qui a trop duré. La vie quotidienne et ses urgences, les besoins non pris en compte qui s'accumulent, tout cela se conjugue avec un modèle non lucratif des solidarités qui est à bout de souffle, faute de moyens lui permettant de remplir ses missions, fragilisé par la pénurie des métiers de l'humain et ébranlé par des injonctions contradictoires des pouvoirs publics.

Dans la situation de nos finances publiques dégradées, il est commode de penser que les solidarités constituent un gisement de dépenses dans lequel on peut facilement puiser sans conséquences. Ce serait un raisonnement à courte vue. Une austérité dans le champ des solidarités et de la santé serait un non-sens politique, économique et social. Et puis, il faudrait alors avoir le courage de dire concrètement qui demain n'aura pas l'accompagnement correspondant à sa situation.

Au contraire, investir massivement pour répondre à l'accompagnement des vulnérabilités de tous les âges de la vie est un choix durable, un champ d'emplois non « délocalisables », une réponse aux angoisses de nombreuses familles qui pourraient alors consacrer leur énergie à la réussite du pays, et, *in fine*, une baisse des coûts globaux.

En cette rentrée, le secteur des solidarités s'est déjà fortement mobilisé. Grand âge, protection de l'enfance, travail social, handicap, les initiatives de ces derniers jours demandent toutes une prise en considération de la réalité des situations.

Il revient au nouveau gouvernement et au Parlement de les prendre en compte et, déjà, de tenir dans les lois de finances 2025 les engagements pris il y a quelques mois encore. Il en va de la crédibilité de la parole publique.

À l'initiative de l'Uniopss, une convergence des acteurs de notre secteur sous la forme d'un Comité permanent du secteur non lucratif des solidarités et de la santé a vu le jour. Ensemble, avec les bénévoles, les aidants, les professionnels, avec le soutien des personnes accompagnées elles-mêmes, nous représentons une force de conviction considérable. Alors que les méfaits d'un secteur lucratif non régulé a encore été démontré ces dernières semaines pour la petite enfance, nous devons être en mesure d'imposer les termes du débat.

L'instabilité politique de cette rentrée peut être le moment où l'on continuera de ne pas faire ce que nous savons devoir faire. Au contraire, parce que le débat pourrait être moins figé que précédemment, l'Uniopss fera tout pour qu'il soit enfin le moment de grandes décisions. ●

UNION
SOCIALE

Revue mensuelle d'information
et de liaison du réseau
UNIOPSS - URIOPSS
15 rue Albert - CS 21306
75214 Paris Cedex 13
Tél. : 01 53 36 35 00
Fax : 01 47 00 84 83
www.uniopss.asso.fr



DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
Daniel Goldberg

RÉDACTEUR EN CHEF
Antoine Janbon

RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE
Valérie Mercadal

RÉDACTEURS
Stéphanie Barzasi, Juliette Cottin,
Jérôme Voiturier.

PHOTOS
Frédéric Fournier, Michel Le Moine,
Nicolas Rodet, Françoise Stjepovic.

RELECTURE
Marie-Alexandrine Louis-François

PUBLICITÉ
Antoine Sourdeix

CRÉATION GRAPHIQUE
& RÉALISATION
Michel Terrade

IMPRIMERIE
Centr'Imprim 36101 Issoudun cedex

© Union Sociale, reproduction
interdite, sauf accord de la rédaction.

ABONNEMENT
France : 57 euros
Étranger/hors EU : 67,50 euros
Le numéro : 10 euros
(règlement par chèque bancaire
ou postal à l'ordre de UNIOPSS
section I même adresse).

CLAP n° 0727 G 82025
ISSN 0041-7041.9717
Dépôt légal : 07010149

Ce numéro a été tiré à 2 900 ex.

ANNONCEURS

- Uniopss
- Uniopss
- AFASER
- Uniopss
- Uniopss
- Uniopss
- Uniopss

p. 2
p. 4
p. 10
p. 16
p. 29
p. 31
p. 32

Photo de Une : © Michel Le Moine
Ce journal est imprimé selon le label

